

COMMISSION PARITAIRE DE L'AGRICULTURE

Convention collective de travail du 30 avril 1999 pour le secteur de l'agriculture.

Marge salariale

Vu l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998 et compte tenu de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité fixant pour les années 1999 et 2000 la marge maximale pour l'évolution du coût salarial, les parties signataires ont conclu la présente convention collective de travail.

Art. 1

Les dispositions de la présente convention collective de travail s'appliquent aux employeurs qui **ressortissent** au champ de compétence de la Commission Paritaire de l'**agriculture** et aux travailleurs et travailleuses réguliers qu'ils occupent, à l'exception des travailleurs et travailleuses occupés en exécution de la réglementation relative au travail saisonnier et occasionnel, en vigueur dans le secteur.

Art. 2

Les parties signataires constatent qu'en exécution de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'**emploi** et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, les partenaires sociaux au niveau interprofessionnel ont fixé la marge maximale pour l'**évolution** du coût salarial pour la période 1999-2000 à 5,9 %.

Art. 3

Les parties signataires ont estimé que l'**évolution** du coût salarial dû à l'application du mécanisme d'indexation sectoriel s'élèvera pour la période 1999-2000 à 3 %.
Pour ce faire ils se sont basés sur les indexations pour les années 1997 et 1998.

Art 4

Les parties signataires prévoient pour les années 1999 et 2000 un effort global pour les groupes à risques de 0,15 %. Il est conclu une convention collective de travail particulière à ce sujet. Cet effort vise également les chômeurs auxquels s'applique le plan d'assistance. Il s'agit ici d'une convention collective de travail prévoyant dans une prorogation de l'effort déjà fait en 1997 et 1998, de façon qu'il ne faut pas imputer cet effort sur la marge globale pour l'évolution du coût salarial.

Art. 5

Les parties signataires ont conclu pour les années 1999 et 2000 une convention collective de travail en application de laquelle les travailleurs peuvent participer, pendant les heures de travail, à des formations socio-économiques, professionnelles et relatives à la sécurité et l'hygiène sur le lieu de travail.

Cette formation est financée par une cotisation patronale de 0,20 %. Le coût salarial supporté par l'employeur lors de cette formation sera remboursé suivant les modalités fixées par le Fonds Social et de Garantie pour l'**agriculture**

L'effort supplémentaire prévu pour ces initiatives de formation, notamment 0,10 %, est imputé sur la marge maximale pour l'évolution du coût salarial.

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTERENREGISTR.

17 -05- 1999

06- 1999

N°
N°

50.938 / 60/144

Art. 6

Les parties signataires ont conclu une convention collective de travail pour le secteur de l'agriculture adaptant la réglementation en vigueur relative à la prime syndicale. A partir de l'année 2000 l'avantage social pour les syndiqués est porté à 2.250 FB.

A ce sujet on ne prévoit pas d'adaptation des cotisations patronales à l'ONSS, de façon qu'une imputation sur la marge globale pour l'évolution du coût salarial ne s'impose pas.

Art. 7

Les parties signataires ont établi une réglementation en application de laquelle il est prévu une indemnité de sécurité d'existence complémentaire lors d'une période ininterrompue d'incapacité de travail. Cette indemnité est octroyée pendant un certain nombre de semaines, en fonction de l'ancienneté du travailleur dans l'entreprise.

L'indemnité de sécurité d'existence complémentaire de 200 FB par jour est liquidée par le Fonds Social et de Garantie pour l'agriculture.

Il n'est pas prévu de cotisation patronale spécifique supplémentaire à ce sujet, de façon qu'une imputation sur la marge globale pour l'évolution du coût salarial ne s'impose pas.

Art. 8

Les parties signataires ont conclu une convention collective de travail en application de laquelle le délai de préavis à observer par l'employeur, sauf dans le cas de la prépension conventionnelle, est adapté en tenant compte de la recommandation faite à ce sujet par les partenaires sociaux dans l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998.

De plus, il a été conclu une convention collective de travail prévoyant dans certains cas la prise en charge par l'employeur d'un jour de carence unique par année civile pour les travailleurs ayant une ancienneté d'au moins 15 ans.

Les nouvelles réglementations mentionnées ci-dessus ont un impact sur le coût salarial des entreprises ressortissant au champ d'application des conventions collectives de travail respectives.

Art. 9

Pour les entreprises qui ressortissent au champ de compétence de la Commission Paritaire de l'agriculture, la prime de fin d'année est payée, à partir de l'an 2000, par le biais du Fonds Social et de Garantie pour l'agriculture. A ce sujet on prévoit une cotisation de financement que les employeurs verseront à l'ONSS.

De plus, la prime de fin d'année est portée à 6 % de la rémunération annuelle.

Les frais supplémentaires éventuels qui découleraient de cette mesure doivent être imputés sur la marge globale pour l'évolution du coût salarial.

Art. 10

Pour ce qui concerne les adaptations du pouvoir d'achat réelles, il est prévu pour la période 1999-2000 et pour les travailleurs réguliers ce qui suit.

pour les entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'agriculture les salaires minimum et réels sont majorés de 2 FB/h. au 1er octobre 1999 et de 3 FB/h. au 1er octobre 2000 et cela avant indexation.

Art. 11

Les mesures mentionnées ci-dessus ont pour conséquence que l'évolution du coût salarial par heure prestée reste en dessous de 5,9 % dans toutes les entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'agriculture.

Art. 12

Les parties signataires en sont conscients que l'évolution globale du coût salarial pour la période 1999-2000 ne peut pas dépasser 5,9 %.

Les parties signataires ont l'intention de suivre de près l'évolution du coût salarial et d'évaluer régulièrement l'impact des régimes mentionnés ci-dessus sur l'évolution globale du coût salarial.

Art. 13

Les parties signataires sont d'avis qu'ils ont respecté au cours du round de négociations 1999-2000 l'esprit et la lettre de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité et de l'accord interprofessionnel du 8 décembre 1998.

Les parties signataires estiment qu'en signant cet accord global pour la période 1999-2000, ils ont répondu de façon satisfaisante aux engagements auxquels ils avaient été invités par les partenaires sociaux intersectoriels.

Art. 14

La présente convention collective de travail est conclue pour une période déterminée. Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et cesse de produire ses effets le 1^{er} janvier 2001.

PARITAIR COMITE VOOR DE LANDBOUW

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 30 APRIL 1999 INZAKE DE
LOONMARGE VOOR DE LANDBOUWSECTOR

Gelet op het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998 en rekeninghoudende met de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen waarbij voor de jaren 1999 en 2000 de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling wordt vastgesteld, hebben de ondertekenende partijen onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

Art. 1

De bepalingen van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst zijn van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het toepassingsgebied van het Paritair comité voor de landbouw en op de door hen tewerkgestelde régulière arbeiders en arbeidsters met uitzondering van de arbeiders en arbeidsters die tewerkgesteld worden in uitvoering van de voor de sector geldende regeling inzake seizoen- en gelegenhedswerk.

Art. 2

De ondertekenende partijen stellen vast dat, in uitvoering van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, de sociale partners op interprofessioneel niveau de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling voor de periode 1999-2000, hebben vastgesteld op 5,9 %.

Art. 3

De ondertekenende partijen hebben ingeschat dat de loonkostenontwikkeling die het gevolg is van de toepassing van het sectoraal indexeringsmechanisme kan bepaald worden op 3 % voor de periode 1999 en 2000.

Zij hebben zich in dit verband gebaseerd op de indexeringsaanpassingen voor de jaren 1997 en 1998.

Art. 4

De ondertekenende partijen voorzien voor de jaren 1999 en 2000 voor de risicogroepen een globale inspanning van 0,15 %. In dit verband wordt een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten. Deze inspanning richt zich ook naar de werklozen op wie het begeleidingsplan van toepassing is.

Het betreft hier een collectieve arbeidsovereenkomst die voorziet in een verlenging van de inspanning die in de jaren 1997 en 1998 reeds geleverd werd zodat er in dit verband geen aanrekening op de globale marge voor de loonkostenontwikkeling moet gebeuren.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
17-05-1999	11-06-1999

m.
N°

50.938/60/144

Art. 5

De ondertekenende partijen hebben voor de jaren 1999 en 2000 een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in toepassing waarvan aan de werknemers tijdens de werkuren socio-economische, professionele vorming en vorming inzake de veiligheid en de gezondheid op het werk kan gegeven worden.

Deze vorming wordt gefinancierd door een werkgeversbijdrage van 0,20 %. De loonkost, die werkgever ter gelegenheid van deze vorming gedragen heeft, wordt terugbetaald onder de modaliteiten bepaald door het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de landbouw.

De bijkomende inspanning die voor deze vormingsinitiatieven wordt voorzien, nl. 0,10 %, wordt aangerekend op de maximale marge voor de loonkostenontwikkeling.

Art. 6

De ondertekenende partijen hebben voor de sector landbouw een collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten waarbij de geldende regeling inzake de syndicale premie wordt aangepast. Vanaf het jaar 2000 wordt het sociaal voordeel voor gesyndiceerden gebracht op 2.250 BEF.

Er wordt in dit verband geen aanpassing van de aan de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid te betalen werkgeversbijdragen voorzien, zodat er geen aanrekening op de globale marge voor loonkostenontwikkeling dient te gebeuren.

Art. 7

De ondertekenende partijen hebben een regeling uitgewerkt in toepassing waarvan er, bij een ononderbroken période van arbeidsongeschiktheid, voorzien wordt in een aanvullende bestaanszekerheidsvergoeding. Deze vergoeding wordt toegekend gedurende een aantal weken dat in functie staat van de anciënniteit van de werknemer in de onderneming.

De aanvullende bestaanszekerheidsvergoeding van 200 BEF per dag wordt uitbetaald door het Waarborg en Sociaal Fonds voor de landbouw.

Er wordt in dit verband geen bijkomende specifieke werkgeversbijdrage voorzien zodat er terzake geen aanrekening dient te gebeuren op de globale marge voor de loonkostenontwikkeling.

Art. 8

De ondertekenende partijen hebben een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in toepassing waarvan de door de werkgever te respecteren opzeggingstermijn, behalve in het geval van conventioneel brugpensioen, wordt aangepast rekeninghoudende in dit verband met de aanbeveling van de sociale partners in het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998.

Bovendien is er een collectieve arbeidsovereenkomst afgesloten waarbij in bepaalde gevallen voorzien wordt in een door de werkgever ten laste te nemen éénmalige carensdag per kalenderjaar voor werknemers met tenminste 15 jaar anciënniteit.

De hierboven vermelde nieuwe regelingen hebben een impact op de loonkost van de ondernemingen die ressorteren onder het toepassingsgebied van de respectieve collectieve arbeidsovereenkomsten.

Art. 9

Voor de ondernemingen die ressorteren onder het toepassingsgebied van het Paritair Comité voor de landbouw wordt, met ingang van het jaar 2000, de eindejaarspremie uitbetaald via het Waarborg en Sociaal Fonds voor de landbouw. Er wordt in dit verband een bijdrage voorzien ter financiering, die de werkgevers zullen overmaken aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

De eindejaarspremie wordt bovendien gebracht op 6 % van het jaarloon.

De eventuele meerkost die hieruit voortvloeit dient aangerekend te worden op de globale marge inzake de loonkostenontwikkeling.

Art. 10

Inzake reële koopkrachtaanpassingen wordt voor de période 1999-2000, het volgende voorzien voor de régulière werknemers :

voor de ondernemingen die behoren tot het paritair comité voor de landbouw worden de minimum - en de reële lonen verhoogd met 2 BEF / u op 1 oktober 1999 én met 3 BEF / u op 1 oktober 2000 en dit vóór indexering.

Art. 11

De hierboven aangehaalde maatregelen hebben voor gevolg dat de loonkostenevolutie per gepresteerd uur beneden de 5,9 % blijft in alle ondernemingen die behoren tot het toepassingsgebied van het Paritair comité voor de landbouw.

Art. 12

De ondertekenende partijen zijn zich ervan bewust dat de globale loonkostenontwikkeling niet hoger mag zijn dan 5,9 % over de période 1999 - 2000.

De ondertekenende partijen nemen zich voor om de loonkostenevolutie op de voet te volgen en geregeld de impact van de hierboven aangehaalde regelingen op de globale loonkostenontwikkeling te evalueren.

Art. 13

De ondertekenende partijen zijn van oordeel dat zij in hun onderhandelingsronde 1999-2000 de letter én de geest van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen en van het interprofessioneel akkoord van 8 december 1998 hebben gerespecteerd.

De ondertekenende partijen zijn van oordeel dat zij, door de ondertekening van dit globaal akkoord voor de période 1999-2000 in een voldoende mate een antwoord geformuleerd hebben op de engagementen waartoe de intersectoriële sociale partners hen hadden uitgenodigd.

Art. 14

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is afgesloten voor een bepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 1999 en houdt op uitwerking te hebben op 1 januari 2001.